

Nikos Christodoulides, élu président de
la République de Chypre

Corinne Deloy

Résultats

Nikos Christodoulides, ancien ministre des Affaires étrangères (2018-2022) et ancien porte-parole du gouvernement (2013-2018), a remporté le 12 février l'élection présidentielle organisée à Chypre par 51,97% des suffrages lors du deuxième tour.

Ancien membre du Rassemblement démocratique (DISY), soutenu par le Parti démocratique (DIKO), le Mouvement pour la social-démocratie (EDEK), le Mouvement de solidarité (DIPA), il se présentait en indépendant.

Il a devancé Andreas Mavroyiannis, qui a obtenu 48,03% des voix et qui se présentait aussi en indépendant tout en étant soutenu par le Parti

progressiste des travailleurs (AKEL) et le parti de gauche Génération changement.

La participation s'est élevée à 72,45%, soit -0,40 point par rapport au 1er tour et - 1,52 point par rapport au 2e tour de l'élection présidentielle du 4 février 2018.

Résultats de l'élection présidentielle des 5 et 12 février 2023 à Chypre

Participation : 72,05% (1er tour) et 72,45% (2e tour)

Candidats	Nombre de voix obtenues (1er tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (1er tour)	Nombre de voix obtenues (2e tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (2e tour)
Nikos Christodoulides (indépendant)	127 305	34,02	204 867	51,97
Andreas Mavroyiannis (indépendant)	117 627	29,60	189 335	48,03
Averof Neofytou Rassemblement démocratique, DISY)	103 755	26,11		
Christos Christou (Front populaire national, ELAM)	24 002	6,04		
Achilleas Demetriades (indépendant)	8 124	2,04		
Constantinos Christofides (Nouvelle vague)	6 321	1,59		
Georgios Colocassides (indépendant)	5 284	1,33		
Alexios Savvides (indépendant)	2 393	0,60		
Charalampos Aristotelous (indépendant)	866	0,22		
Celestina de Petro (indépendant)	574	0,14		
Andronicos Zervides (indépendant)	341	0,09		
Ioulia Khovrina Komninou (Parti républicain uni)	331	0,08		
Andreas Efstratiou (indépendant)	299	0,08		
Loukas Stavrou (Reconstruction nationale communautaire)	165	0,04		

Source : [Commission électorale](#)

Élection présidentielle à Chypre

12 février 2023

Les électeurs du DISY, parti dont est issu Nikos Christodoulides, ont décidé de l'élection présidentielle. Certains membres avaient reproché à Nikos Christodoulides d'avoir divisé le parti en décidant seul de concourir à l'élection présidentielle et en se présentant comme candidat indépendant tout en étant membre du parti, ce pour quoi il a été exclu en janvier dernier.

Nikos Christodoulides a su se positionner en candidat capable d'unir les Chypriotes au-delà des affiliations partisans et rassembler ses compatriotes au-delà des clivages idéologiques, ce qui lui a permis d'être élu à la tête de l'Etat sans le soutien d'aucun des deux « grands » partis. L'AKEL enregistre sa troisième défaite consécutive à l'élection présidentielle. Le parti avait pourtant choisi de soutenir un candidat capable de rallier et d'unir un grand nombre de personnes sur son nom, au-delà des lignes partisans traditionnelles. Cette stratégie n'a pas été payante.

« *Les trois principales questions qui préoccupent les électeurs sont le coût de la vie et du logement, l'immigration et le problème chypriote* » a déclaré Nikos Christodoulides durant sa campagne électorale. Le problème chypriote est une façon euphémisée d'évoquer la division de l'île, une réalité depuis le 20 juillet 1974, lorsque les troupes turques ont débarqué à Kyrénia pour protéger la minorité turque de l'île après le coup d'Etat intervenu cinq jours plus tôt qui avait renversé le président chypriote, l'archevêque Makarios III, et qui l'avait remplacé par Nicos Sampson. La République turque de Chypre du Nord, reconnue par la seule Turquie, a proclamé son indépendance en 1983. 35 000 soldats turcs sont toujours stationnés dans la partie nord de l'île. Au total, le conflit a fait environ 4 000 morts, 1 400 disparus et des dizaines de milliers de déplacés. Alors qu'elles s'étaient intensifiées en 2016, les négociations sur la réunification de l'île entre la République de Chypre et la partie nord de

l'île dirigée par Mustafa Akinci, sont à l'arrêt depuis le 6 juillet 2017, les deux parties n'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur le statut des forces turques présentes sur l'île (le président turc Recep Tayyip Erdogan s'élevant contre le départ des 35 000 militaires). Les Chypriotes continuent de soutenir une réunification de l'île sous la forme d'un Etat fédéral tandis que ceux de la partie Nord sont favorables à la reconnaissance de deux Etats indépendants et égaux, l'île se verrait donc divisée entre une communauté turque et une communauté grecque.

A charge désormais pour Nikos Christodoulides de trouver le moyen de sortir de cette impasse. Le nouveau président est considéré comme un « dur » sur la division de Chypre. Il a déclaré qu'il souhaitait reprendre les pourparlers sur la réunification de l'île mais au sein d'un nouveau cadre. Il aimerait entre autres voir l'Union européenne isoler la Turquie.

Agé de 49 ans et originaire de Geroskipou (sud-ouest de l'île), Nikos Christodoulides a étudié les sciences politiques et la diplomatie. Diplômé du Queens College ainsi que des universités de New York, Malte et Athènes, il a enseigné à l'université de Chypre.

En 1999, il est nommé consul général à Londres, puis chef de mission adjoint de l'ambassade de Chypre à Athènes et conseiller à la représentation permanente de Chypre auprès de l'Union européenne. En 2013, il devient directeur du bureau diplomatique du président de la République Nicos Anastasiades (DISY), puis, l'année suivante, porte-parole du gouvernement. En 2018, il est nommé ministre des Affaires étrangères, un poste dont il démissionnera début 2022 afin de préparer sa candidature à l'élection présidentielle. Il entre en campagne très tôt, de façon discrète mais bien avant ses concurrents. Une stratégie qui s'avère payante puisque le 12 février, Nikos Christodoulides est devenu le plus jeune chef de l'Etat chypriote.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2024

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.